

plus libérale. Les déclarations que le président a récemment faites en ce sens ont été accueillies avec un vif plaisir par le peuple canadien qui sera heureux sans doute d'en recevoir la confirmation officielle, transmise à notre gouvernement par votre organe. Je nourris aussi la confiance que vos assurances seront accueillies avec bonheur par le gouvernement de Sa Majesté, à Londres, qui y verra une nouvelle preuve du désir dont est animé le gouvernement des Etats-Unis de maintenir les plus cordiales relations avec l'empire britannique.

En mon nom et au nom de mon collègue, M. Graham, mon collaborateur à la conférence de Washington, permettez-moi d'offrir à M. le président et à vous-même nos plus sincères remerciements pour l'accueil si cordial que vous nous avez fait et la franchise avec laquelle vous avez discuté les questions qui ont absorbé notre attention.

Votre tout dévoué,

(Signé) W. S. FIELDING.

L'honorable P. C. Knox,
Secrétaire d'Etat,
Washington.

Monsieur l'Orateur, je vais déposer sur le bureau, pour discussion en comité général, les résolutions destinées à donner effet aux modifications du tarif que j'ai déjà proposées à la Chambre.

Je fais cette déclaration, monsieur l'Orateur, dans l'espoir qu'elle sera bien accueillie par la Chambre, je crois pouvoir dire par les deux côtés de la Chambre, car il n'y a pas et il ne devrait pas y avoir de question de parti dans une affaire de cette nature. Je suis porté à croire que si nous avions désiré rechercher une popularité passagère nous de parti dans une affaire de cette nature. Je crois qu'il existe un sentiment général, peut-être justifiable, parmi la population du Canada, que nos amis américains, dans les années qui viennent de s'écouler, ne nous ont pas traités généreusement ou équitablement dans ces questions commerciales, et par suite il y a un vif désir—à tout événement il y a eu un vif désir—de témoigner d'un mauvais vouloir pour renouer toute nouvelle communication avec eux. Mais il s'agit d'événements passés; il s'agit d'une époque où Ottawa allait à Washington, maintenant le moment est arrivé où Washington est venu à Ottawa et c'est, je le crois, monsieur l'Orateur, une démarche qui doit nous faire plaisir à tous. Aujourd'hui, en restant sur nos positions, en refusant de faire une démarche, en bravant les Etats-Unis, on pourrait être momentanément acclamés, mais je suis persuadé qu'à mesure que les difficultés occasionnées par l'application du tarif maximum deviendraient plus apparentes, quand les grandes industries du Canada souffriraient, quand les capitalistes verraient leur argent en danger et quand d'autres personnes auraient perdu leur emploi, bien que cette crise puisse être temporaire, bien que nous puissions y faire face, je suis absolument persuadé, dis-je, que le sentiment qui

M. FIELDING.

pourrait être une cause de satisfaction se changerait en anxiété et en alarme et qu'à la fin beaucoup de gens se retourneraient vers le Gouvernement et lui diraient: N'aurait-il pas été possible d'empêcher ce désastre? N'aurait-il pas été possible, grâce à quelques légères concessions, de donner au président des Etats-Unis l'occasion d'adopter une conduite plus amicale? Et, si l'on pouvait alors montrer que grâce à des petites concessions, comparativement sans importance, on aurait pu régler les difficultés et si un gouvernement pouvait être accusé d'avoir réellement négligé de faire ces petites concessions, ce gouvernement serait condamné à bon droit. Je fais cette déclaration, monsieur l'Orateur, absolument convaincu que les petites concessions que nous faisons sont des concessions raisonnables et tendent à bien disposer les Etats-Unis,—particulièrement le président des Etats-Unis et son secrétaire d'Etat—et à répondre à leur bonne volonté.

J'accepte l'assurance de leur bonne volonté pour le présent et de leurs bonnes intentions pour l'avenir et j'ai la conviction qu'en consentant à cet arrangement amical, nous travaillons en vue des meilleurs intérêts de l'avenir du Canada.

M. SCHAFFNER: Je voudrais poser au ministre des Finances une question qui, j'en suis sûr, nous sera posée à nous-mêmes. Quelles concessions le gouvernement américain nous a-t-il faites?

L'hon. M. FIELDING: Si mon honorable ami ne peut pas trouver une réponse à cette question dans mon discours, il ne pourrait pas en trouver davantage dans ce que je dirais.

M. SPROULE (Grey-est): Le ministre a présenté la question d'une façon exceptionnelle par une motion demandant à ce que la Chambre siège en comité des subsides, ce qui est en réalité une partie du débat sur le budget. Je voudrais demander au ministre que la question reste en suspens pour qu'elle puisse être discutée à une date ultérieure car, par suite de l'absence du chef de l'opposition et de l'ex-ministre des Finances ainsi que d'autres députés qui ne s'attendaient pas à une discussion de cette nature aujourd'hui, il ne conviendrait pas de continuer ce débat. Quant à la correspondance, la Chambre a le droit, d'après moi, à la communication de toute la correspondance qui s'est échangée entre le ministre des Finances et le président des Etats-Unis, ou entre le Gouvernement du Canada et le gouvernement des Etats-Unis.

L'hon. M. FIELDING: Je puis assurer à mon honorable ami qu'il n'y a pas de correspondance de cette nature. La correspondance dont j'ai parlé est celle qui a pu être échangée entre l'ambassadeur d'Angleterre et le secrétaire d'Etat à Washing-